

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GUERRE BIOLOGIQUE—TRANSPORT DE
MATÉRIEL D'ESSAI SUR LE TERRITOIRE
CANADIEN

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, le 23 juin et jeudi dernier, le 3 juillet, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures d'indiquer à la Chambre comment on avait fait parvenir le matériel destiné aux travaux de recherche sur la guerre biologique et chimique, effectués dans les laboratoires de Shirley's Bay et de Suffield en Alberta, comment on l'avait transporté du lieu d'origine, que ce soit au Canada ou aux États-Unis, à ces endroits. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que le ministre de la Défense nationale répondrait à la question. Pouvons-nous avoir une réponse maintenant?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): D'abord, je devrais dire que toutes les activités du ministère de la Défense nationale relatives à ce matériel sont uniquement de nature défensive. En ce qui concerne la question posée, le Conseil de recherches pour la défense m'informe qu'il n'expédie pas de matières toxiques par les avions commerciaux et qu'il n'a jamais expédié par transporteurs commerciaux des organismes producteurs de maladies. Les véhicules à moteur et les avions-cargo des Forces canadiennes ont été utilisés pour transporter à Suffield de petites quantités de matières toxiques pour fins d'essai.

De petits échantillons de substances chimiques ont été expédiés par train en conformité des règlements de la Commission des transports. Ces envois s'assimilent à ceux d'un hôpital ou d'un laboratoire à une autre institution du même genre. Ces échantillons, qui, quantitativement, équivalent à une cuillerée à table, sont expédiés dans des contenants spéciaux et les envois se font à des intervalles éloignés, un ou deux par année peut-être.

M. Lewis: Le ministre n'a pas dit si ces envois à destination de ces endroits au Canada venaient des États-Unis. Pourrait-il me renseigner sur leur origine?

L'hon. M. Cadieux: Monsieur l'Orateur, je pourrais donner un exemple. Il s'agit du dernier envoi de tels organismes. Ils venaient des États-Unis en 1965.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que les renseignements donnés par le ministre en réponse à la question supplémentaire du député ne seraient pas du genre de ceux qui se donnent en réponse à une question qui normalement devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[L'hon. M. Hees.]

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable premier ministre.

Étant donné que le gouverneur de la Banque du Canada, qui comparaisait hier au comité des finances, du commerce et des questions économiques, a déclaré que les mesures à prendre pour combattre l'inflation feront augmenter le nombre des chômeurs, le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire s'il partage cet avis et, en même temps, pourrait-il nous dire quel nombre de chômeurs il lui faut pour bien diriger le pays?

M. l'Orateur: L'honorable député pourrait peut-être inscrire la question au *Feuilleton*.

[Traduction]

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LE DÉPÔT DU PROJET DE LOI—LA LUTTE
CONTRE LA POLLUTION

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des ressources. Il y a plusieurs semaines, en réponse à une question au sujet de la loi sur les ressources hydrauliques, le ministre a informé la Chambre que nous n'arriverions probablement pas au projet avant la mi-juillet. Nous croyions alors que la Chambre ne siégerait pas en juillet. Le ministre a-t-il maintenant l'intention de présenter ce bill pendant la session en cours, afin que nous sachions ce qu'il veut faire quant à la pollution?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je crois que dans mes paroles auxquelles l'honorable député fait allusion j'ai indiqué que je présenterais une mesure sur les eaux en juillet, et c'est encore ce que j'espère.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU
CAP-BRETONLA DÉMISSION DU PRÉSIDENT,
M. DOUGLAS FULLERTON

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Expansion économique régionale peut-il nous dire si M. Douglas Fullerton, président de la Société de développement du Cap-Breton, a démissionné et, si oui, pourquoi?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je sais qu'il a adressé une lettre au premier ministre.